



*déclaration CTSD 33 du 19/12/14*

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

L'UNSA Education tient à rappeler, en ce début de dernier CTSD de la mandature, que l'Education a une mission essentielle pour lutter contre la barbarie, les fanatismes et garantir la capacité d'une émancipation, condition indispensable à l'exercice de la citoyenneté comme le rappelle cruellement l'actualité internationale : le massacre de plus de 130 personnes par les talibans dans une école à Peshawar au Pakistan.

Ce sont ces valeurs, ce choix d'une société éducative et solidaire appuyée sur l'Égalité et la Laïcité que nous avons portés auprès de la profession lors des dernières élections. Nous avons dit quelles étaient nos conceptions pédagogiques pour faire de l'Education, un moyen d'émancipation. Nous avons répété nos priorités revendicatives, notamment celles pour les plus faibles rémunérations. Nous avons réaffirmé notre stratégie syndicale du réformisme combatif qui vise l'efficacité et qui cherche, étape par étape, à obtenir des avancées.

Ce modèle UNSA est sorti renforcé à l'issue des élections et nous donne la responsabilité, au nom de celles et ceux qui nous ont fait confiance, de maintenir le cap. Les votes pour l'UNSA Education donnent aussi à nos employeurs une obligation : celle de nous entendre.

C'est pourquoi l'UNSA Education s'est toujours inscrite dans la logique de la concertation et demande aujourd'hui le respect des instances du dialogue social.

- Elle dénonce le manquement à ce respect venant du Recteur de l'Académie de Bordeaux, qui, faisant fi de l'instance CTA convoquée le mercredi 10 décembre après-midi, a organisé une conférence de presse le matin pour dévoiler sa carte de l'Education prioritaire. Pour l'UNSA Education qui avait choisi de ne pas quitter le GT du 2 décembre, ce déni de dialogue social est inacceptable. Sur le fonds, l'UNSA Education rappelle que l'abondement des moyens est indispensable pour une politique d'éducation prioritaire ambitieuse. A l'heure où le Ministère annonce les dotations académiques de la prochaine rentrée (113 postes pour le 1<sup>er</sup> degré et 118 pour le 2<sup>d</sup> degré pour l'Académie de Bordeaux), l'UNSA Education porte ici les inquiétudes des collègues qui veulent voir les conditions d'enseignement de leurs élèves s'améliorer. La question du nombre d'élèves par classe est centrale dans leurs

préoccupations. Nous vous demandons, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, d'y apporter une réponse claire.

- Le respect du dialogue social, c'est aussi des documents de travail partagés et un budget minimum de fonctionnement. L'UNSA Education proteste aujourd'hui de l'absence de documents papier pour ce CTSD et le CDEN qui suit. Il est anormal de faire porter le coût de l'impression papier ou de l'achat d'un ordinateur portable pour travailler sur les documents numériques fournis aux représentants du personnel, des parents d'élèves, des élus qui siègent dans ces instances.
- Pour terminer l'UNSA Education renouvelle sa demande d'une réunion du Comité de suivi de la réforme des rythmes, réunion qui tarde à venir si l'on veut que les conditions d'un réexamen serein des difficultés et des réajustements nécessaires soient réunies.

Pour l'UNSA-Education  
Evelyne BRUN  
Evelyne FAUGEROLLE  
Céline GRAVELLIER  
Cédrine SANCIER

*l'éducation,  
notre terrain d'action*

